

Annexe 1bis

6.4.1 Investissements dans les activités non agricoles: hébergements touristiques et ruraux, activités de loisir et production d'énergie renouvelables à des fins de revente dans le cadre d'un instrument financier

Sous-mesure:

- 6.4 – Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles

1.1.1.1.1.1. Description du type d'opération

Tous les points mentionnés ci-dessous sont liés exclusivement à l'instrument de garantie, et sont totalement indépendants des éléments relatifs aux mesures de subventions.

Les Instruments Financiers se réfèrent à l'ensemble des techniques financières permettant à une entreprise, ici une exploitation agricole, d'être soutenue autrement que sous la forme de subventions ou d'exonérations. Ces techniques recouvrent les grands types d'instruments financiers suivants : les prêts, les fonds de capital-risque, les fonds de garantie et les fonds de capital-investissement. L'instrument financier actionné au titre du programme est un fonds de garantie.

Dans un contexte de faibles revenus agricoles et de faible rentabilité des investissements, les Instruments Financiers viennent en complément des dispositifs existants (subventions, appuis techniques) pour sécuriser les plans de financement de projets, permettre le franchissement de cap des exploitations durant les phases d'installation, de modernisation, de diversification et de transition économique et environnementale.

Cette opération contribue principalement au domaine prioritaire **2A Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole.**

L'instrument financier aura pour objectifs de :

1° Favoriser l'amélioration qualitative et quantitative de l'hébergement et des équipements et activités de loisirs portés par des exploitations agricoles dans une logique de prise en compte de l'environnement, de la dimension sociale (notamment l'accessibilité), de la qualité des prestations (démarches qualité). Ils constituent une diversification économique importante pour des exploitations souvent de taille modeste et concourent ainsi à la pérennité des entreprises.

Sont ainsi retenus les investissements relatifs à :

- l'offre d'hébergements : hôtellerie indépendante, camping de tourisme indépendant, hébergement du tourisme social, les hébergements ruraux
- l'offre d'activités de loisirs : activités ludiques, pédagogiques, récréatives, pratique itinérantes, restauration à la ferme.

2° Accompagner les investissements des exploitations agricoles permettant la production d'énergies renouvelables à des fins de revente sur le marché

Commenté [DD1]: Le secteur de l'agritourisme représente un moyen de diversification d'activité pour les agriculteurs destiné à accroître leur compétitivité. L'ouverture de ce type d'opération doit permettre aux agriculteurs souhaitant se diversifier d'améliorer leur accès à l'emprunt pour des projets d'investissements importants.

Commenté [DD2]: Il a été présenté au Comité de suivi réuni le 30 mars 2021 une modification du PDR portant sur l'élargissement des activités financées dans le cadre des instruments financiers (Alter'Na), à la production d'énergies renouvelables sur l'exploitation pour un usage d'autoconsommation dans la sous-mesure 4.1. A la suite de la réunion du 30 mars 2021 il s'est avéré que les besoins du territoire relayés par les banques et les représentants du secteur agricole n'avaient pas été totalement pris en compte. Aussi l'Autorité de gestion propose de compléter les modifications présentées lors du Comité de suivi du 30 mars 2021 en prenant en compte également les **projets de production d'énergies renouvelables à des fins de revente**. Cette activité se rattachant aux activités non agricoles, elle figure dans l'opération de la sous-mesure 6.4 relative aux instruments financiers.

1.1.1.1.1.2. Type de soutien

Type de soutien: Instruments financiers

Instruments financiers.

1.1.1.1.1.3. Liens vers d'autres actes législatifs

Sans objet

1.1.1.1.1.4. Catégories générales de bénéficiaires finaux

Sont éligibles :

Agriculteur : les exploitants agricoles (A) qui exercent réellement une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime (dans le cas de sociétés, seules les sociétés composées d'agriculteurs et de groupements d'agriculteurs sont éligibles) et les groupements d'agriculteurs (B). Dans la cadre de cet Instrument Financier seront éligibles respectivement :

- au titre du A (agriculteurs) :
 - Les exploitants agricoles personnes physiques et conjoints collaborateurs ;
 - Les exploitants agricoles personnes morales dont l'objet est agricole (Sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc.) ;
 - Les candidats à l'installation ayant le statut de jeune agriculteur, bénéficiaire des aides à l'installation ;
 - Les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche qui détiennent une exploitation agricole et exerçant réellement une activité agricole ;

- au titre du B (groupements d'agriculteurs):

les structures collectives (les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), associations...) dont la majorité des parts sociales est détenue par des agriculteurs ou qui sont composées majoritairement par des agriculteurs.

1.1.1.1.1.5. Catégories générales de coûts éligibles

Les dépenses éligibles sont celles définies à l'article 45 RUE 1305/2013 et notamment :

Les investissements corporels, incorporels, le capital d'exploitation et les frais de transfert des droits de propriété à des entreprises, pourvu que ce transfert ait lieu entre investisseurs indépendants.

Ne sont pas éligibles : les contributions en nature, le bénévolat, l'auto-construction (en cas d'auto-construction, seuls les matériaux et fournitures sont éligibles), le matériel d'occasion.

Les dépenses liées aux investissements spécifiques sur l'offre hébergement :

1. création et modernisation de l'hôtellerie indépendante,
2. création et modernisation de camping de tourisme indépendant : pôle d'accueil et de réception, bâtiments sanitaires, pôles aquatiques, aménagements paysagers, aire de camping-car et réseaux... (sont exclus les locatifs de loisir type chalets, mobilhomes),
3. modernisation hébergement du tourisme social: modernisation de l'offre de village de vacances, de Centres Internationaux de séjours,
4. création et modernisation d'hébergements ruraux (chambres d'hôtes, gîtes).

Les dépenses liées aux investissements spécifiques sur l'offre d'activités de loisirs (création et modernisation):

1. aménagements inscrits dans une démarche ludo-pédagogique favorisant l'accueil, la découverte industrielle, scientifique et technique, et l'interprétation de savoir-faire et de terroirs
2. activités ludiques et récréatives fondées sur des pratiques de loisirs sportifs (accrobranche, sentiers d'interprétations...) dans le champ du tourisme,
3. services permettant le développement d'activités autour de la pratique itinérante (exemple développement d'activités de loisirs et de services de type itinérance pédestre au départ d'un point d'accostage fluvial),
4. activités permettant la promotion des produits et du métier d'agriculteur : Fermes Auberges, Fermes de découverte et Fermes pédagogiques, ...

Les dépenses liées aux investissements permettant la production d'énergies renouvelables à des fins de revente:

Ne sont éligibles que les projets visant à la revente partielle ou totale sur le marché de l'énergie produite.

Les projets de production d'énergie renouvelable pour un usage d'autoconsommation strict relèvent du type d'opération « 4.1.8 Investissements dans les exploitations agricoles (dans le cadre d'un instrument financier) ».

Commenté [DD3]: Cf supra

1.1.1.1.1.6. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

1.1.1.1.1.7. Niveau d'aide maximum

Dossiers éligibles uniquement au FEADER Relance :

Sur un même projet d'investissement et au titre de ce type d'opération les subventions publiques déclarées par le Bénéficiaire Final et l'aide publique sous forme de l'instrument financier "garantie", en cumul (le cas échéant), ne doivent pas dépasser la limite de 40% des Coûts Éligibles (pour la garantie, prise en compte de l'Equivalent Subvention Brute - ESB).

Ce type d'opération ne relevant pas de l'article 42 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) mais des règles aide d'Etat, il sera utilisé systématiquement le régime *de minimis*.

